

« Refusés » du crédit : la dernière chance

« SoluCrédit » : premier étage, à gauche. C'est là, dans ce cabinet de courtage bancaire toulousain, qu'Alice et Pierre, un couple de Toulousains de 29 ans, est venu frapper après avoir essuyé cinq refus des banques. Pour ces « refusés » du crédit, c'est la porte de la dernière chance. Leur histoire est exemplaire : elle est fonctionnaire, lui ouvrier et ils gagnent à tous les deux 2 600 euros/mois. Ils sont prêts à s'endetter pour trente ans

pour réaliser leur rêve de maison à la campagne. Mais le rêve a un coût : pour 174 000 euros empruntés au taux de 5,20 %, Alice et Pierre devront rembourser 163 000 euros d'intérêts et de frais financiers ! Coût total de la facture, 337 000 €.

« C'est un dossier limite, mais j'ai bon

espoir de le faire passer. Elle a des possibilités de progression professionnelle et lui travaille dans une société solide » plaide Héléne Barraud-Ousset, de « SoluCrédit ».

Des ménages modestes comme Alice et Pierre, elle en voit passer beaucoup depuis que les banques ont durci les conditions d'accès au crédit immobilier :

« Le plafond d'endettement fixé à 33 % des revenus ne suffit plus : les banques exigent un apport personnel ».

« Il y a encore un an nous travaillions avec les banques classiques sur ces dossiers. Aujourd'hui

c'est très rare : le plafond d'endettement qui était fixé à 33 % des revenus ne suffit plus : elles exigent désormais un apport personnel souvent supérieur à 25 % du prêt ».

Résultats, les cabinets de courtage bancaire sont obligés de se tourner vers des organismes spécialisés



Héléne Barraud-Ousset, courtière. Photo DDM, Thierry Bordas

comme le Crédit immobilier ou le Crédit foncier. Mais là encore, mauvaise surprise : « Les taux peuvent grimper jusqu'à 6 %. Concrètement cela représente un surcoût de 100 €/mois », reconnaît-elle. La tendance est bien sûr au rallongement des crédits : « Aujourd'hui, la majo-

rité des emprunts des petits budgets se font sur 25 ans. 30 ans reste rare mais les gens sont prêts à foncer. Y compris avec des crédits à taux variables. Moi je refuse de le faire. Trop risqué pour ces ménages souvent prêts à tout pour devenir propriétaire ».

H. M.